



Tanguy ALLAIN
Maître de conférences en
droit privé
Institut de l'Ouest : Droit et Europe
UMR CNRS 6262

*Faculté de droit et de
science politique
Université de Rennes I,
9, rue Jean Macé - CS
54203
35042 Rennes Cedex*

Activités d'enseignement

UNIVERSITÉ DE RENNES I - A COMPTER DE SEPTEMBRE 2019

- Cours magistral d'introduction aux institutions judiciaires - Licence 1 (12h)
- Cours magistral de droit des affaires - Licence 2 (33h)
- Cours magistral de droit civil des biens - Licence 3 droit (33h)
- Cours de droit des sociétés - Licence 3 professionnelle Métiers du Notariat (12h)
- Cours de propriété industrielle appliquée - Master 2 Droit du numérique (15h)
- Cours de droit des contrats spéciaux (informatique et multimédia) - Master 2 Droit du numérique (8h)
- Cours de droit international et européen de la propriété industrielle - Master 2 Juristes d'affaires internationales (35h)

UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE – 2014-2019

- Cours magistral d'introduction au droit - Licence 1 droit (42h)
- Cours magistral d'institutions judiciaires - Licence 1 droit (36h)
- Séminaire de droit du commerce international - Master II Droit et relations économiques internationales (20h) -
- Séminaire de droit boursier - Master II Droit des sociétés (16h).
- Séminaire de droit financier - Master II Droit pénal et financier (20h).
- Séminaire de restructurations responsables des entreprises - Master II Droit et éthique des affaires (20h).
- Cours de valeurs mobilières et marchés financiers - DJCE (18h).
- Cours magistral de droit spécial des sociétés - Licence 3 droit (36h).
- Droit des obligations - Préparation aux épreuves, correction d'examen blanc, actualisation - IEJ (5h).

ESSEC BUSINESS SCHOOL - CERGY - 2015-2017

- Cours de droit de la responsabilité civile, régimes spéciaux (30h) CM + TD.

UNIVERSITÉ DE VERSAILLES ST QUENTIN EN YVELINES – 2012-2013

- Travaux dirigés de droit des obligations (droit des contrats et droit de la responsabilité) - Licence 2 (S1 et S2).

Responsabilités administratives et pédagogiques

UNIVERSITÉ DE RENNES I - A COMPTER DE SEPTEMBRE 2019

- En cours

UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE – 2014-2019

- Responsable de la création d'une licence professionnelle « Para-legal-tech » - en cours - Projet ayant décroché 145 000€ à la suite d'un appel d'offre Collège Université Paris-Seine « Diversifier les talents »)
- Chargé de mission pour le dispositif CONTINUUM Lycées/facultés de droit (organisation de conférences dans les lycées sur les métiers du droit, les études de droit, et possibilité pour les élèves de terminale de suivre un cours de L1)
- Chargé de Mission pour le Plan Réussite Licence : Organisation de visites de juridictions (Tribunal administratif de Cergy-Pontoise ; Tribunal de grande instance de Pontoise) pour les étudiants de Licence.
- Président de Section, Licence 1 (2015/2016 - 2017-2018)
- Enseignant référent dans le cadre du DU professionnalisation (2017-2018)
- Enseignant référent dans le cadre de la Junior Conseil UCP (2017-2018)
- Direction de mémoires (en moyenne 6 par année).
- Mise en place entre 2016 et 2019, d'un partenariat avec le Journal des Sociétés, pour la parution de commentaires de jurisprudence élaborés par les étudiants du Master II Droit des sociétés. Direction et supervision de ces commentaires avant publication (une dizaine de commentaires sont parus à ce jour).

Activité scientifique

- « Preuve de l'intention dolosive en matière de cession de droits sociaux : assouplissement de la chambre commerciale », note sous Cass. com., 9 janvier 2019, n° 17-28.725, Rev. soc., 9 mars 2019, p. 179 ;
- Intervention « Quelles valeurs mobilières ? Quelle structure capitalistique ? », au colloque organisé par l'Association française des docteurs en droit sur « Le droit à l'écoute des start-up », le 17 janvier 2019, à la Maison du barreau de Paris ;
- Mise à jour de la rubrique « Avantages particuliers », du Répertoire de droit des sociétés Dalloz (juin 2018) ;
- Mise à jour de la rubrique « Clauses de garanties dans les cessions de droits sociaux » du Répertoire de droit des sociétés Dalloz (oct. 2018) ;
- Co-direction scientifique (avec Roxana Family et Marc Canaple) du Congrès européen Ethique et Gouvernance, organisé par la Chaire Droit et Ethique des affaires de l'Université de Cergy-Pontoise, en coopération avec l'OCDE (29-30 mars 2018) ;
- Intervention au Congrès européen Ethique et Gouvernance, au cours de la table ronde sur « L'éthique et l'entreprise face aux défis de l'intelligence artificielle :

- favoriser un cadre de confiance pour l'utilisation de l'intelligence artificielle » (30 mars 2018) ;
- Contribution à la rédaction de la Lettre CREDA-Sociétés (5 lettres en 2018 ; 2 en 2019) ;
 - Contribution au rapport de L. Pfeiffer « Réformer les actions de préférence : un enjeu de croissance pour les entreprises », de la CCI Paris Ile-de-France, adopté le 6 juill. 2017 ;
 - La poursuite en France des faits de corruption et de trafic d'influence commis à l'étranger après la loi sapin 2. Volet I : Exégèse (p. 27 à 28) ; Volet II : la poursuite des auteurs (p. 29 à 31) ; Volet III : la poursuite des complices (p. 32 à 33), co-écrit avec. D. Boucet, Revue internationale de la compliance et de l'éthique des affaires, n° 40, 5 oct. 2017 ;
 - « Propositions pour en finir avec les titres en voie d'extinction », Revue des sociétés, janv. 2017, n°1, p. 7.
 - « De l'administrateur augmenté à l'administrateur électronique », in Mélanges en l'honneur du professeur H. Hovasse, LexisNexis, déc. 2016.
 - « L'imbroglie des actions de préférence à droit de vote double », Dr. sociétés, Focus, oct. 2016.
 - Contribution au groupe de travail de l'AFDD sur la réforme de la responsabilité civile (réponse à la consultation sur l'avant-projet de loi). Etude des articles relatifs au régime de responsabilité pour trouble anormal de voisinage, été 2016.
 - « L'unicité du contrat de transport international, et de sa loi applicable, malgré l'intervention de transporteurs successifs », D. 2016, p. 988, comm. sous Cass. com., 1er mars 2016, n° 14-22.608.
 - « Achever la réforme des actions de préférence », Journal Spécial des Sociétés, n°1, 6 janv. 2016.
 - Elaboration et maintenance de deux thématiques de la collection Lexis 360 Corporate : « Restructurations des entreprises : volet financier » et « Restructurations des entreprises : volet social » (2014-2017).
 - Contribution au Rapport de la Commission Europe du Club des juristes : « Vers une reconnaissance de l'intérêt de groupe dans l'Union européenne » (juin 2015).
 - Coordination du groupe de travail de l'Association Française des Docteurs en Droit (AFDD) présidé par Daniel Tricot, sur la consultation de la Chancellerie sur le projet d'ordonnance portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations ; Réponse de l'Association Française des Docteurs en Droit (mai 2015).
 - Intervention aux tribunes annuelles du Master 2 Droit des sociétés de Cergy, 25 juin 2014, Palais Brongniart : La personnalité morale à l'épreuve de la vie des affaires, sur le thème « Unité ou diversité ? A propos du reporting extra-financier dans les groupes de sociétés ».

- Echanges avec le département de droit civil et commercial de la CCI Paris Ile-de-France sur le projet de directive sur la société unipersonnelle européenne (avril 2014).
- Réponse à la consultation de la Chancellerie sur le projet d'ordonnance portant diverses dispositions de droit des sociétés (mars 2014).
- Présentation du benchmark sur le Say on Pay réalisé par l'IFA - Table ronde du 13 mars 2014, « Say on pay : à l'heure de sa mise en place. Benchmark international. Sous la pression du législateur et de l'opinion publique, quelles bonnes pratiques retenir ? Quels rôles et quelles responsabilités pour les dirigeants et les directeurs juridiques ? », Business & legal forum.
- « Les actions de préférence dans les groupes de sociétés », coll. de l'Institut de droit des affaires, PUAM, avr. 2014.
- « Regards optimistes sur la validité des actions de préférence « dissociées » », in Dossier Les actions de préférence, en attendant la réforme, Journ. sociétés n° 109, juin 2013, p. 27.
- « Les fusions triangulaires, une illustration du potentiel des actions de préférence « dissociées » », in Dossier Les actions de préférence, en attendant la réforme, Journ. sociétés n° 109, juin 2013, p. 34.
- « Mobilité des sociétés : pourra-t-on bientôt transférer au lieu de fusionner ? », Fusions et acquisitions magazine, nov.-déc. 2012, n° 268-269, p. 34, co-écrit avec Anne Outin-Adam.
- « Le transfert transfrontalier du siège social sous le prisme de la transformation », Dr. sociétés, n° 12, déc. 2012, étude 18.
- « La durée de séquestre du prix de cession d'un fonds de commerce après la loi dite « Warsmann IV » du 22 mars 2012 », JCP E, n°17, 26 avr. 2012, étude n°1277.
- « Les actions de préférence », Cabinet SALANS, communication au département M&A, 10 juill. 2012.
- « Projet de 14ème directive sur les transferts des sièges sociaux - Présentation du rapport de la CCIP et des travaux du Club des juristes », Cahiers du droit de l'entreprise, 6 nov. 2011, p. 61, co-écrit avec Anne Outin-Adam, Dossier « L'Europe et les opérations transfrontalières de rapprochement des sociétés », dir. J.-P. Bertrel, M. Menjucq.
- « La confiance et l'entreprise », Revue juridique de l'Ouest, 2009, Actes de la journée de l'école doctorale de droit, science politique et philosophie, "La confiance", 12 juin 2006, dir. Ph. Portier.
- Contributions aux rapports de la CCIP (liste non exhaustive) : « Consultation sur les sociétés unipersonnelles. Réponse de la CCI Paris Ile-de-France », 26 sept. 2013 ; « Fonds propres des entreprises - rendre plus attractives les actions de préférence », 28 mars 2013 ; « Consultation sur l'avenir du droit européen des sociétés, réactions

de la CCIP », 3 mai 2012 ; « Proposition de loi visant à sanctionner la violation du secret des affaires, observations de la CCIP », févr. 2012 ; « L'interconnexion des registres du commerce et des sociétés en Europe, observations de la CCIP sur la proposition de directive », 20 oct. 2011 ; « Renforcer l'efficacité de la procédure des conventions réglementées, contribution de la CCIP aux travaux de place », 8 sept. 2011 ; « Communication d'informations non financières, réponse de la CCIP à la consultation de la Commission européenne », janv. 2011 ; « Favoriser la mobilité des sociétés en Europe, Vers une 14ème directive en droit des sociétés », 21 oct. 2010 ; « Consultation sur les résultats de l'étude sur le fonctionnement et les impacts du statut de la Société européenne (SE) réponse de la CCIP », 10 juin 2010 ; « La création de l'entreprise à patrimoine affecté, Premières observations de la CCIP », 25 juin 2009.

Autres activités universitaires

UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE – DEPUIS 2014

- Participation à plusieurs comités de sélection pour les campagnes de recrutement des maîtres de conférences de l'UFR Droit de l'Université de Cergy-Pontoise.
- Correction de copies du CRFPA en droit commercial (2017, 2018).
- Jury aux oraux du CAPA 2015 (CRFPA du ressort de la Cour d'appel de Versailles).
- Jury aux oraux du CRFPA 2015 et 2016, épreuve de droit commercial (IEJ de Cergy-Pontoise).
- Jury de thèse, « La SPE : une société contractuelle et supranationale », Mme Gergis, Université de Rennes I (2015).

Groupes d'intérêts

- Membre de l'Association Française des Docteurs en Droit, ancien administrateur. <http://www.afdd.fr>
- Membre du réseau Trans Europe Experts, ancien administrateur. <http://www.transeuropexperts.eu>

Autres expériences professionnelles

- Formateur à l'Autorité des marchés financiers (2018) sur « Les opérations de marché »
- Juriste - Chargé d'études et de recherches. Chambre de commerce et d'industrie de Région Paris-Ile-de-France / Direction générale adjointe, chargée des études et de la mission consultative / Département de droit civil et commercial. Paris (2008-2013). Rédaction de rapports, d'études, d'articles (doctrine et presse) ; organisation de colloques ; participation à de nombreux groupes de travail d'experts (universitaires, avocats, IFA, AFEP, ANSA, Club des juristes) ; préparation de discours ; conseil aux entreprises ; information et veille, juridique et réglementaire.
- Juriste - Gestionnaire d'annonces légales. Journal spécial des sociétés. Paris (2007-2008)
- Juriste - stagiaire. Cabinet d'avocats Popineau Hayaux du Tilly. Paris (novembre 2006-mars 2007)
- Juriste - stagiaire. BLDG Company. Montpellier (été 2006)

Formation Universitaire

- Thèse de doctorat en droit privé (2006-2012) - Université de Rennes I, faculté de droit et de sciences politiques : « Les actions de préférence dans les groupes de sociétés », sous la direction du professeur Alexis Constantin, soutenue à Rennes le 24 février 2012. Mention très honorable, félicitations du jury à l'unanimité, proposition pour un prix de thèse et autorisation de publication (2nd Prix de thèse 2013 de la Fondation Rennes I « Progresser, innover, entreprendre » ; Mention de l'Association Française des Docteurs en Droit, dans le cadre du Prix de thèse des entreprises 2013).
- Master en droit des affaires « Structures et relations juridiques des entreprises » (2004-2006) - Université de Rennes I, faculté de droit et de sciences politiques - Mention assez bien
- Licence en droit (2000-2004) - Université de Rennes I, faculté de droit et de sciences politiques